



Le mouvement des « Indignados » en Grèce

Quel est l'enjeu ?

Ces derniers mois, la préoccupation première de l'UE et de l'État grec fut de finaliser les termes du financement additionnel (de 12 milliards d'euros) nécessaire au remboursement des échéances de l'État grec. Le « Programme économique à moyen terme » (la version mise à jour du « Mémoire » de la troïka UE-FMI-BCE) fut finalement voté le 29 juin. Un financement supplémentaire de 30 milliards d'euros sera nécessaire l'année prochaine et un encore plus conséquent en 2013. L'État grec n'a pas atteint ses objectifs budgétaires l'an dernier, alors que le FMI et la zone euro ont fourni un ensemble de prêts de 110 milliards d'euros, par tranches. Au centre du nouveau plan de refinancement se trouve une course à la privatisation qui prévoit de lever 50 milliards d'euros d'ici à 2015. Les compagnies nationales d'électricité et d'eau, les ports, les banques, l'ancien monopole des télécommunications, l'opérateur ferroviaire et d'autres entreprises, telles que l'OPAP, la plus grande entreprise européenne de jeux d'argent et de paris sportifs, feront partie de la vente, entraînant une réduction supplémentaire du salaire indirect et la détérioration des conditions de vie en général, ainsi qu'une baisse permanente et substantielle des rentrées pour le budget de l'État, rendant « nécessaire » une détérioration encore accrue du niveau de vie, etc. En sus, une réduction supplémentaire des dépenses est prévue – plus de 6 milliards dans les douze prochains mois, l'équivalent de 2,8 % du PNB grec – ainsi que des hausses d'impôt régressives ciblant la reproduction de la classe ouvrière grecque. Cela se traduit par des coupes salariales de 30 %. La

confédération syndicale des travailleurs du public (ADEDY) a estimé que la moyenne des coupes totales générées par le train de mesures de l'année dernière équivaudrait à entre 40 et 45 % des salaires des travailleurs du secteur public à la fin de cette année.

Ceci est la prolongation d'une attaque *transversale* contre le salaire – le niveau de reproduction de la classe ouvrière – qui a débuté en 2009. Elle touche aussi la classe moyenne et la petite bourgeoisie, par de fortes hausses d'impôt et la fin du caractère protégé de certaines professions, mesures qui tendent à changer la structure de la société grecque (secteur petit-bourgeois surreprésenté). Les aides de l'État pour assurer la survie de la force de travail excédentaire disparaissent, entraînant une prolifération du travail au noir et de la pauvreté. Les prolétaires (et les classes moyennes ou petites-bourgeoises rapidement prolétarisées) n'ont pas d'autre choix que de travailler (principalement au noir) pour survivre, en même temps qu'il leur est impossible de trouver un emploi ou d'avoir un revenu qui puisse couvrir le coût de la reproduction de leur force de travail. Le taux de chômage officiel en mars 2011 était de 16,2 % (alors qu'il était de 15,9 % en février 2011 et de 11,6 % en mars 2010) et de 42,5 % pour les 15-24 ans et 22,6 % pour les 25-34 ans. Le capital déclare qu'il ne peut pas assurer la reproduction du prolétariat et exprime clairement qu'une fraction (significative) de ce dernier est inutile (en termes de valorisation du capital) ; surtout, il affirme que la relance souhaitée ne comprend aucune réintégration de cette partie excédentaire de la population.

La « question grecque » n'est pas un problème grec. Alan Greenspan déclarait le 17 juin : « la crise de la dette grecque peut potentiellement conduire les États-Unis vers une nouvelle récession. » Deux semaines plus tard, un membre du conseil d'administration de la BCE, Lorenzo Bini Smaghi, déclarait au *Financial Times* : « une restructuration de la dette, ou la sortie de l'euro, équivaudrait à une condamnation à mort », ajoutant que « ceux qui se figurent que l'impact pourrait être contenu sont comme ceux qui, à la mi-septembre 2008, disaient que les marchés étaient pleinement préparés à la faillite de Lehman Brothers. » Le 22 juin, le responsable de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, mettait en garde : « Si la résolution de cette situation (de la dette grecque) devait échouer, cela menacerait le système financier européen, le système financier mondial

et l'unité politique européenne. » Les différences d'approche entre les différentes formations capitalistes nationales européennes semblent refléter leurs différences d'intérêts dans une période de concurrence accentuée entre capitalistes : « La BCE et les banques françaises sont parmi les plus exposées à une restructuration de la dette grecque, alors que les banques allemandes subiraient un "élagage" moins important et par-dessus tout, seraient certainement subventionnées pour leur pertes par le gouvernement de la chancelière Angela Merkel. L'Allemagne et ses alliés de l'Eurozone de plus petite taille peuvent voir dans une restructuration grecque un avantage, le changement pouvant potentiellement réduire le montant de leurs finances publiques qui sont redirigées vers les banques françaises et celles d'autres puissances rivales. » (Patrick O'Connor, 31 mai 2011, World Socialist Website).

Ainsi les diverses fractions capitalistes cherchent à empêcher, et, le cas échéant, à contenir les ondes de choc qu'un défaut de paiement de l'État grec produiraient dans le système financier mondial. D'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement de la Grèce : le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, ainsi que l'Italie, sont les prochains sur la liste (sans parler de l'énorme dette publique accumulée par les États-Unis et la Grande-Bretagne). Un tel développement engendrerait un plongeon de l'économie mondiale encore plus sévère, transformant la crise de la dette actuelle en une crise monétaire majeure et finalement en crise de la valeur. Ce qui est essentiellement en jeu dans le moment actuel, c'est la volonté de la bourgeoisie d'éviter une dévaluation massive du capital financier, en d'autres termes, d'arrêter la destructive ré-affirmation de la loi de la valeur, à l'intérieur de la crise capitaliste. C'est-à-dire, la volonté de préserver le mode d'accumulation mondial actuel en accélérant les dynamiques qui sont au cœur du capitalisme restructuré lui-même : l'attaque contre le salaire et toutes les formes de reproduction garanties de la classe ouvrière, la délégitimation de la négociation sur le prix de la force de travail, la précarisation, le zonage de l'accumulation capitaliste mondiale, l'intensification de la concurrence entre les diverses périphéries de l'accumulation, une financiarisation accrue et une tentative de valoriser en partie le capital financier (principalement dans des secteurs associés à la reproduction de la force de travail et la distribution de la plus-value – exploitation de biens publics, restructuration de fonds de pension,

etc.). Cette tentative d'accroître le taux de plus-value (le taux d'exploitation) accélère toutefois en même temps toutes les contradictions de ces dynamiques – des contradictions qui ont débouché sur la crise actuelle – les rendant encore plus explosives.

Les « Indignados » en Grèce

Le 25 mai, lors d'une série de manifestations et de rassemblements dans différentes villes grecques, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, demandant « le départ de tous les politiciens ». À Athènes, environ 20 000 personnes se sont rendues sur la place Syntagma (la place centrale en face du Parlement) ; à Thessalonique près de 5 000 personnes se sont retrouvées en face de la Tour blanche. De nombreuses personnes se sont rassemblées à Patras, Volos, Chania, Larissa et dans d'autres villes. Dans les notes qui suivent, nous nous concentrerons sur Athènes, parce que c'est là que la plupart des événements ont eu lieu et que les dynamiques/limites de ce mouvement étaient les plus évidentes.

Ci-dessous, je cite le compte-rendu de la première assemblée ouverte qui s'est tenue à Syntagma le 25 mai (récupéré sur *Occupied London*), assez représentatif de l'ambiance qui régnait parmi les manifestants :

Tout politicien qui commet une injustice, toute personne qui ne respecte pas les revendications populaires, doit rentrer chez elle ou aller en prison.

Leur démocratie ne peut ni assurer l'égalité, ni la justice.

Nous ne pouvons pas nous contenter d'être des consommateurs ou des clients, nous devrions être de bons citoyens responsables.

Nous devrions envisager la question de nos vies volées, et cela mondialement. Nous devrions nous lier à toute action semblable dans le monde.

Ce n'est pas juste les politiciens qu'il faut blâmer, mais aussi nous tous, avec nos comportements individualistes.

Nous devons prolonger de façon cohérente les révoltes arabes. Nous élever au-dessus des patries et des nations.

Nous devons commencer à formuler des revendications. Pour que la politique change, pour que le gouvernement parte, donnons corps ensemble à nos propositions.

Le système de santé publique s'effondre, il n'y a plus d'équipements disponibles, les gens dans les hôpitaux sont en danger, ils [les politiciens] nous abandonnent.

La démocratie a débuté ici, à Athènes. La politique n'est pas quelque chose de mauvais. Pour l'améliorer, reprenons-la en main.

Les problèmes sont communs et sont ce qui nous unit. Nous ne devrions pas avoir de banderoles [politiques] ou nous laisser diviser par nos choix.

Le peuple espagnol nous a donné l'idée et le coup d'envoi. Nous devons nous coordonner avec le Sud frappé par la dette, nous devons nous mobiliser. Le peuple espagnol nous a montré la voie.

Ils dénigrent les fonctionnaires, les enseignants, les professeurs, les docteurs. La justice, ce n'est pas les 500 € [de salaire]. Ils nous ôtent toute dignité.

La Grèce est au bord du gouffre et l'argent du pays est déjà à l'étranger. Ils nous ont volés et ils le font encore.

Et ceci est la résolution prise par une des premières assemblées de la place Syntagma (28 mai, *Occupied London*) :

Longtemps les décisions ont été prises pour nous, sans nous. Nous sommes des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des jeunes, venus à Syntagma pour lutter pour nos vies et notre avenir.

Nous sommes ici parce que nous savons que la solution à nos problèmes ne peut venir que de nous.

Nous appelons tous les Athéniens, les travailleurs, les chômeurs et les jeunes à venir à Syntagma, et la société entière à envahir les places et à reprendre sa vie en main.

Ici, sur les places, nous devons élaborer ensemble nos revendications.

Nous invitons tous les travailleurs qui se mettront en grève à se rendre à Syntagma et y rester.

Nous ne quitterons pas les place avant que ceux qui nous ont conduits ici s'en aillent : les gouvernements, la Troïka, les banques, les mémorandums et tous ceux qui nous exploitent.

Nous déclarons que cette dette n'est pas la nôtre.

DÉMOCRATIE DIRECTE MAINTENANT !

ÉGALITÉ – JUSTICE – DIGNITÉ !

La seule lutte vaincue est celle pour laquelle on a jamais combattu !

Pendant plus d'un mois plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées sur Syntagma tous les jours. La place était occupée 24h/24, mais le gros des manifestants ne faisait son apparition que le soir, après le travail. C'était aussi le moment où les assemblées avaient lieu. Le week-end, le nombre des manifestants se multipliait, culminant à des centaines de milliers le 5 juin. C'était une foule variée, interclassiste, de travailleurs (pour une grande partie des travailleurs du secteur public), de chômeurs, d'étudiants, de retraités, d'auto-entrepreneurs, de commerçants et autres petits-bourgeois. La géographie sociale de la foule prenait aussi une expression spatiale à Syntagma : la composition sociale de la « partie haute » de la place, près du Parlement, était bien plus petite-bourgeoise - c'est là qu'on trouvait la majorité des drapeaux grecs et quelques groupes de droite ou d'extrême droite – alors que dans la « partie basse », la présence de jeunes étudiants, de travailleurs et de chômeurs était bien plus importante. Il est intéressant de noter que les jeunes lycéens, les immigrés et les « lumpen » prolétaires, qui avaient pris part aux actions les plus offensives des émeutes de décembre 2008, étaient peu présents. Toutefois la composition plus élargie du mouvement et son caractère plus massif indiquent l'aggravation de la crise sociale généralisée depuis 2008. De plus, contrairement à décembre 2008, la présence quotidienne de cette foule bigarrée dans le centre d'Athènes et dans d'autres villes n'a pas vraiment interrompu les « affaires courantes ». Elle était loin de perturber réellement la distribution des marchandises/la circulation du capital, sans parler de la production. Pour certains commerces, notamment les restaurants et les cafés, les « indignados » étaient une bénédiction. Le mouvement n'a pas produit de remise en cause des rôles sociaux dans la division du travail : les avocats participaient à des comités cherchant à remettre en cause la légitimité du programme d'austérité, les médecins offraient leurs services gratuitement, les chômeurs nettoyaient la place et les sans-abri étaient contents de trouver un substitut temporaire à la charité.

Comme on le voit dans le compte-rendu cité plus haut et évidemment par son nom même, le mouvement « indignados » en Grèce s'est inspiré des « indignados » d'Espagne et des révoltes d'Afrique du Nord, en particulier en Égypte, et des appels lancés depuis la place Tahrir à une réforme démocratique de l'État. Contrairement à l'Espagne, cependant, le

mouvement grec est né à la veille d'un conflit attendu – autour d'un nouvel ensemble de mesures d'austérité – à l'intérieur d'une crise sociale majeure parfaitement incarnée par le « Mémoire ». Il avait donc trouvé une « cible » concrète : que le « Programme économique à moyen terme » ne soit pas voté (« Nous ne devons rien – nous ne vendrons rien – nous ne payerons rien » a été un slogan très populaire sur les affiches), même si le sentiment général n'était pas favorable à la négociation avec le gouvernement, mais plutôt ce « qu'ils partent tous maintenant ! » : un rejet non seulement du PASOK mais aussi de l'ensemble de la classe politique. Ce qui explique l'intérêt pour les images venues de Tunisie, d'Égypte ou d'Argentine, où on voit le départ de leurs dirigeants, humiliés. De même qu'en Afrique du Nord et en Espagne, Facebook et les autres « réseaux sociaux », tout comme les téléphones portables, ont joué un rôle très important dans le rassemblement de la foule, en particulier chez les jeunes manifestants, alors que, dès les premiers jours, la couverture faite par les médias traditionnels de ces événements a constitué elle-même un « appel aux armes » (les médias n'ont abandonné leur « enthousiasme » qu'au lendemain de la première grève générale, le 15 juin).

La démocratie réelle et l'apparition d'une nouvelle bureaucratie

Faisant écho aux « indignados » espagnols, le mouvement grec a appelé à une « démocratie réelle maintenant » et divers militants/idéologues qui se trouvaient dans la foule fantasmaient/proclamaient chacun leur propre version de la démocratie. L'appel à une « démocratie réelle maintenant », en Espagne comme en Grèce, est la manifestation de la crise de la représentation/de la politique, qui elle-même résulte d'une négociation du prix de la force de travail devenue asystémique, et ce d'autant plus dans le cadre de la crise capitaliste actuelle. Toutefois, ces deux mouvements ont articulé une critique démocratique de la démocratie, c'est-à-dire une critique politique de la politique : ils sont nés dans une impasse.

Dès le départ, il s'agissait de « prendre nos vies en main », puisque ceux qui étaient censés prendre des décisions pour nous ne nous représentaient plus, alors que la question « qu'est-ce que nous allons faire de nos vies ? »

était repoussée. Le rejet de toute identité politique/de tout parti, visait à créer un espace public auquel tout le monde pouvait se joindre, dans lequel tout le monde pouvait parler et prendre part aux décisions. Et il est vrai que diverses assemblées ouvertes, qui formellement étaient de tels espaces, furent créées, au départ sur les places centrales et ensuite dans divers quartiers d'Athènes. Ces dernières constituaient en partie une revitalisation des assemblées locales qui étaient apparues durant les émeutes de décembre 2008 et en partie une tentative plutôt infructueuse d'imposer une direction centrale à des assemblées locales qui étaient déjà actives, comme dans le cas du quartier athénien de Vyronas. Mais le « dépassement » politique de la politique ne peut que créer une nouvelle bureaucratie.

La nouvelle bureaucratie des assemblées – qui comprenait des (ex-)députés et des militants de gauche, des responsables syndicaux, des membres de conseils d'arrondissement, des journalistes de la gauche nationaliste, des artistes « engagés », etc. qui avaient juste remis leurs banderoles politiques/de partis et leurs emblèmes – était en fait une coalition entre la gauche parlementaire (SYRIZA, mais pas le Parti communiste, qui n'a pas pris part aux événements) et les partis/groupes de gauche extraparlémentaire (une coalition qui est devenue amère au bout d'un moment, mais une coalition tout de même). La présence de nombreux manifestants plus jeunes, étudiants ou ex-étudiants et aujourd'hui travailleurs/chômeurs (en Grèce, le passage par l'université ne prédestine pas quelqu'un à faire partie de la classe moyenne, encore moins depuis les dix dernières années) dans la « partie basse » de la place Syntagma et dans les assemblées de divers quartiers d'Athènes et à l'extérieur de la capitale, a fourni un terrain favorable à la domination des gauchistes sur les assemblées, ceux-ci entretenant généralement de forts liens avec l'université. Dès la première semaine, cette bureaucratie dominait déjà et elle propagea l'idée de l'existence et du développement des assemblées – les qualifiant d'« ateliers de démocratie » – comme une fin en soi. Depuis lors, elle a représenté et essayé de maintenir le cadre dans lequel les dynamiques internes et les conflits du mouvement se sont développés. Pour la bureaucratie, tout pouvait être discuté tant que cela ne remettait pas en cause fondamentalement la position de ceux qui contrôlent les assemblées, parce que cela

remettrait en cause les assemblées elles-mêmes, et donc la démocratie. Et qui veut être contre la démocratie ?

Le discours « démocratique réel » fut la quasi-absence d'actions pratiques de la part du mouvement « indignados ». Mis à part les trois jours de grève générale et les attaques spontanées contre des politiciens ici et là qui ont eu lieu pendant un certain temps en Grèce, manifestant une rage diffuse, accumulée, chez la classe ouvrière et les couches moyennes et petites-bourgeoises prolétarisées, il n'y a pas eu d'actions d'envergure organisées par les assemblées, que ce soit l'assemblée centrale ou les assemblées locales, ou même par des regroupements informels de manifestants. (À l'exception de quelques interventions organisées par le Groupe des travailleurs et des chômeurs dans les Pôles emploi.) Même le sabotage à deux reprises des distributeurs de billets de la station de métro de Syntagma fut organisé par le collectif « Je ne paye pas », qui existait avant les rassemblements sur les places. La bureaucratie des assemblées, de son côté, a fait de son mieux pour bloquer de telles actions. Les divers « groupes thématiques » qui furent créés pendant les premiers jours du mouvement, dans la mesure où ils ne finirent pas par devenir de simples exécutants des décisions de l'assemblée (photocopiant et distribuant des tracts, etc.), disparurent dans leur absence de pratique. Il est vrai qu'insulter les politiciens et les flics devant le Parlement, passer du temps avec autant d'autres gens, manger, boire, danser, discuter et dormir ensemble procure un sentiment agréable, c'est une rupture avec la normalité de la vie quotidienne. Mais il manquait à ce mouvement les actions pratiques et l'imagination que les émeutes de décembre 2008 ou même le mouvement étudiant de 2006-2007 avaient engendrées.

Un point central du démocratisme du mouvement et de sa bureaucratie fut la condamnation de la violence prolétarienne, et en cela aussi il se fit l'écho du mouvement espagnol. Ce démocratisme identifie la violence avec un État qui se fait de plus en plus autoritaire, à laquelle il oppose une « démocratie réelle », à même de résoudre les conflits de manière civilisée et non-violente. Il considère que les prolétaires sont traités injustement, mais pas qu'ils sont exploités. Il voit, non des classes, mais des citoyens. De manière contradictoire, ces mêmes citoyens attaquent les politiciens

dès qu'il peuvent se trouver sur leur chemin. Cependant, comme il deviendra évident dans la suite du texte, un changement s'est produit dans cette dynamique interne du mouvement après les confrontations avec la police du 15 juin, un changement qui a mené aux importants affrontements des 28 et 29 juin. Ce changement a affirmé le caractère de classe du conflit actuel et la composante prolétarienne du mouvement, ce qui s'est manifesté clairement au moment où le mouvement était pratiquement mort.

Pas de drapeaux si ce n'est le drapeau grec

L'interdiction de tout drapeau et banderole politique lors des rassemblements sur les places a laissé un seul drapeau épargné, le drapeau national grec, le symbole du compromis de classe. La démocratie, c'est toujours en fin de compte une démocratie nationale.

Les drapeaux grecs étaient surtout présents dans la « partie haute » de la place, là où se trouvaient aussi des groupes de droite et d'extrême droite. Mais c'était précisément leur présence qui attestait du nationalisme qui imprégnait le mouvement « indignados » dans sa nature même. Le nationalisme était le terrain sur lequel la gauche et l'extrême droite (localisées dans la partie « haute » et la partie « basse » de la place Syntagma) pouvaient se côtoyer. Le pur nationalisme d'(extrême) droite trouvait son autre moitié dans le nationalisme stalinien et anti-impérialiste. Comme le dit un universitaire de gauche (Panagiotis Sotiris) : « Même l'utilisation massive de drapeaux grecs dans les rassemblements, une pratique interprétée faussement par des sections de la gauche comme étant "nationaliste", est une expression d'un besoin de souveraineté populaire, de cohésion sociale et de dignité sociale et collective. »

Même des manifestants issus du milieu anarchiste/anti-autoritaire ne pouvaient que tolérer ce nationalisme diffus, tout du moins jusqu'au 15 juin : « À mon avis, ce ne sont pas des nazis dans le sens classique du terme, ce sont juste des adhérents traditionnels de l'extrême droite ayant une assurance qui correspond peu à leur nombre limité. Pour cela, toute

attaque dirigée contre eux, comme cela l'a été suggéré par un des intervenants, fut considérée, à juste raison, comme étant vaine. Ça serait une tragédie si, de notre côté, nous utilisions des tactiques d'intimidation et d'exclusion. Ces personnes ont tout simplement été incapable d'influer sur les événements, ils sont tout simplement inexistantes, et ils seront soit inévitablement incorporés dans le corps des procédures réelles du mouvement (assemblées, etc.), soit ils partiront d'eux-mêmes. »

Pendant les premiers jours du mouvement, des attaques contre des immigrés et des intimidations de la part de fascistes/d'adhérents d'(extrême) droite eurent lieu. Cependant, surtout après le 15 juin, il y eut aussi des tendances antinationalistes et antiracistes qui empêchèrent la répétition de tels incidents et accueillirent les quelques immigrés qui se joignirent au mouvement. Cette coexistence, pleine de contradictions, céda la place à des confrontations violentes à la fin juin, particulièrement pendant les deux jours de grève générale.

Pour tenter d'interpréter la nationalisation du mouvement grec, nous devons prendre en compte : a) la structure sociale (petite-bourgeoisie surreprésentée) et l'histoire de la lutte de classe en Grèce (mouvement de libération nationale pendant l'occupation *allemande* de la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile, la dictature récente, longue de sept ans, que la gauche considère avoir été imposée par l'Amérique) qui a provoqué et maintenu d'importants réflexes anti-imperialistes dans la société grecque ; b) le fait que les mesures d'austérité soient perçues comme étant imposées par les pouvoirs/intérêts étrangers. Cela provient de cette erreur qui consiste à analyser la domination du capital (financier dans une large mesure), par nature international, comme une domination de nations étrangères plus puissantes et de leurs intérêts sur « notre » État souverain et son peuple. Elle se manifeste dans l'illusion selon laquelle la sortie de l'État grec de la zone euro pourrait permettre un développement durable qui correspondrait aux intérêts et aux besoins du peuple grec ; c) le fait que ces deux points soient liés à la position de l'État grec dans la hiérarchie mondiale des nations capitalistes (on a vu la présence de drapeaux nationaux en Égypte comme en Grèce – même s'ils ne sont pas aussi prédominants en Grèce qu'en Égypte – mais pas en Espagne) ; d) la crise

migratoire en Grèce, dans un contexte d'accroissement de la surpopulation. Cette crise n'est qu'une partie d'une crise migratoire à l'échelle européenne et, en fin de compte, à l'échelle mondiale. « En même temps, il y a une crise migratoire incontrôlable. Des dizaines de milliers d'Afghans, d'Irakiens, de Pakistanais, de Bengalis, de Somaliens et de Nord-Africains sont parqués dans des immeubles délabrés appartenant aux petits maîtres de ces bidonvilles, en général grecs, qui sont en même temps des trafiquants. Autour de la place Omonia, des immigrés cherchent dans les poubelles pour y trouver des bouteilles, des câbles, des vêtements, tout ce qui peut se vendre. L'organisation caritative Médecins du monde a déclaré l'état d'urgence humanitaire ; dans l'entrée de sa clinique, de jeunes hommes attendent pendant des heures [...]. Tout comme la dette, la crise migratoire a une dimension européenne. La Grèce constitue la principale porte d'entrée pour ceux qui, du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud ou de l'Afrique, essayent de rentrer dans l'UE ; rien qu'en 2010, 150 000 sont entrés dans le pays sans papiers. La plupart traversent la frontière turque, où le gouvernement a le projet de construire un mur de 12 km ; des centaines d'entre eux sont détenus dans des conditions qu'on n'imposerait pas même à des animaux. Peu d'entre eux veulent rester en Grèce, mais, sous la pression de l'UE, le gouvernement a durci les contrôles sur les voies de sortie, transformant le pays en une nasse géante, afin d'empêcher les migrants de rejoindre Londres, Paris ou Berlin. Selon les accords Dublin II de 2008, les réfugiés doivent demander l'asile dans le premier pays d'Europe dans lequel ils entrent ; la Grèce a 54 000 dossiers de demandes d'asile en attente de décision, dont 0,3 % sont acceptées en moyenne. » (« Greece in debt, Eurozone in crisis », *The Nation*, juin 2011).

Il faut insister sur le fait que cette crise migratoire se localise dans le centre d'Athènes, dans lequel des quartiers entiers ont été transformés en ghettos où personne n'ose plus aller, dominés par le chômage, la délinquance, les drogues et la prostitution. Ceci a entraîné une prolifération de groupes d'extrême droite/fascistes à cet endroit, beaucoup d'entre eux organisant des attaques contre les immigrés, souvent avec l'aide de la police. Ils se font l'écho des inquiétudes de la petite-bourgeoisie grecque du centre d'Athènes, qui voit sa disparition dans la récession en cours et dans

la dépréciation de ses quartiers à cause de la croissance de la population lumpen et de la délinquance qui lui est associée. « L'immigration irrégulière et massive, ainsi que la pauvreté, entraînent avec elles la délinquance, qu'elle soit petite ou organisée, qu'elle soit perpétrée par des Grecs ou des étrangers. Il fut un temps où Athènes était vue comme la capitale la plus sûre d'Europe ; l'année dernière, on a vu 145 vols à main armée en une seule semaine. La ville est devenue une Mecque pour les trafiquants d'armes : on peut y acheter un Beretta "d'occasion" pour 800 euros environ ou un .357 Magnum pour seulement 500. La violence raciste est croissante, les règlements de comptes et les guerres de territoire se multiplient. Depuis Noël, on a retrouvé cinq corps démembrés de personnes de couleur dans une décharge municipale. Même en pleine journée, des rues hier prospères grouillent de femmes en petite tenue et talons hauts, la plupart d'entre elles africaines ; leurs macs restant dans l'ombre. L'héroïne est ici la moins chère d'Europe. Comme les autorités renoncent à intervenir dans certains endroits de la ville, le "maintien de l'ordre" est assuré par des miliciens affiliés au parti néofasciste Chrysi Avgi, ou Aube dorée, qui a emporté l'année dernière son premier siège au conseil municipal. Ils patrouillent dans de larges zones d'Athènes, avec le soutien explicite ou tacite de nombreux résidents grecs et souvent de la police, lançant des pogroms contre les immigrés et des batailles rangées avec les bandes d'anarchistes qui leur font face ; le 19 mai, plus de 200 personnes ont semé le chaos dans le centre, brisant des vitrines et tabassant toute personne de couleur en vue, alors que la police se trouvait à proximité. Un jeune sympathisant m'a décrit les activités du groupe, soulevant fièrement son tee-shirt pour me montrer une cicatrice sur son dos, infligée, selon lui, par un Afghan armé d'un couteau. "On va dans les caves où ils ont des mosquées illégales pour vérifier leurs papiers, pour les virer. Ils pourraient être d'Al-Qaida ; ça pourrait être n'importe qui. C'est pas par hasard que ce sont des musulmans ; ils sont venus exprès pour déstabiliser le pays. Ils ont un plan, un système de financement secret, et il n'y a pas d'État pour nous protéger. La police est du côté des immigrés. Il a fallu libérer la place Attica à coups de poing. Les immigrés y lavaient leurs vêtements et leurs enfants dans la fontaine ; ils dormaient et ils priaient sur

la place. Ça m'est insupportable de les voir prier sur la place." Au printemps dernier, un Bengali de 21 ans a été poignardé à mort pour "venger" le meurtre d'un Grec, futur père, poignardé dans la rue pour son appareil photo. Deux Afghans avaient été accusés du meurtre du Grec ; personne n'a été arrêté pour le meurtre du Bengali. » (« Greece in debt, Eurozone in crisis », *The Nation*, juin 2011).

Les grèves générales

Les trois jours de grève générale ont amené le mouvement « indignados » au niveau d'un conflit central entre la classe ouvrière et l'État et ont remis en cause son rôle de contestation gênante mais tolérable. Les occupations de places (en particulier Syntagma) ont localisé ce conflit, elles lui ont fourni un espace à défendre, mais en contrepartie elles ont empêché la diffusion des affrontements dans tout le centre d'Athènes.

Le 15 juin, la manifestation athénienne était énorme (autour de 200 000 personnes). La « partie haute » de la place Syntagma, plutôt petite-bourgeoise, et les tendances nationalistes de droite étaient présentes. Les affrontements avec la police ont duré quelques heures et ont été soutenus par un grand nombre de manifestants, une partie d'entre eux y prenant part de façon active. Le nombre de manifestants était si élevé que la police avait du mal à contrôler la situation, même si très peu de gens étaient équipés adéquatement pour se battre. De nombreux participants décrivirent une sensation impressionnante de solidarité et de détermination parmi les manifestants. Les slogans les plus présents jusqu'alors, comme « Voleurs » ou « Tous les politiciens doivent partir » avaient laissé place à d'autres, contre la police et contre l'État. Le 15 juin fut la première occasion de rupture avec le discours pacifiste, non-violent, des « indignados ». La forte répression avait détruit les illusions de bien des « indignados », et à partir de ce moment, les appels pacifistes de la bureaucratie gauchiste commencèrent à résonner de façon de plus en plus grotesque, bien que le discours des médias et de la gauche sur les « agents provocateurs masqués » ait duré jusqu'au bout. En sus, la proposition faite par

le PASOK de création d'un gouvernement d'union nationale et de remaniement du conseil des ministres a montré clairement qu'ils ne pouvaient pas se payer le luxe de négocier les nouvelles mesures d'austérité.

Le 28 juin, au premier jour de la grève générale de quarante-huit heures et au moment où commençait le processus de vote du « Programme économique à moyen terme » au Parlement, les manifestants étaient bien moins nombreux (20 000 à 30 000), et la composition sociale beaucoup plus restreinte, y participant surtout les fractions prolétariennes les plus militantes. Déjà, les jours précédents, les rassemblements sur la place Syntagma s'étaient réduits et étaient moins animés qu'auparavant, et tout le monde sentait que la grève générale de quarante-huit heures serait le violent dénouement du mouvement. Le fait que les affrontements du 28 juin aient commencé par l'attaque par un bloc de 1 000 personnes d'un groupe de 20 à 30 fascistes, sévèrement battus et qui n'ont dû leur salut qu'à l'intervention de la police, est révélateur du changement de dynamique dans le mouvement. Le 29 juin, il y avait de 40 à 50 000 manifestants. Au départ, ils essayèrent d'empêcher les députés d'entrer dans le Parlement, sans succès. Ensuite, après que le gros des manifestants eut été attaqué par la police, plusieurs petits groupes prirent part à des affrontements à différents endroits de la zone qui entoure le Parlement et l'Université d'Athènes. Durant ces deux jours, de nombreuses personnes prirent part aux affrontements (pas seulement des anarchistes) et plus encore étaient prêts à les soutenir par leur présence. À ce moment-là, la tactique de la police consista clairement à évacuer la place et à mettre fin à l'occupation, ce qui prit la forme d'une quantité de gaz lacrymogènes et de manifestants envoyés aux urgences.

Il est intéressant de noter que sur les trois jours de grève générale, il y eut très peu de destructions matérielles : c'était principalement la police qui était visée. À certaines occasions, des manifestants essayant d'attaquer des hôtels de luxe et des banques furent hués par les autres. Il est aussi intéressant de remarquer que très peu de cocktails Molotov ont été utilisés, de nombreuses personnes dans le milieu anarchiste/anti-autoritaire ne voulant pas reproduire ce qui s'était passé le 5 mai 2010 (trois personnes avaient péri lors de l'incendie d'une banque pendant une grande

manifestation dans le centre d'Athènes). Outre les trois jours de grève générale, il y eut une semaine de grève par intermittence dans l'entreprise publique d'électricité et sur le port du Pirée, qui n'avait cependant aucun lien avec le mouvement « indignados ». Le secteur de la production semblait très éloigné.

Le lendemain du 19 juin, il y eut plusieurs petites manifestations et quelques occupations contre la dureté de la répression, dans plusieurs villes, alors que la place Syntagma avait déjà été réoccupée la nuit précédente. Il régnait pourtant un sentiment de défaite et de déception depuis que le « Mémoire » avait été voté et qu'il semblait qu'on ne puisse plus rien y faire. Mais en même temps, il y avait énormément de ressentiment contre la police, un ressentiment partagé par une grande partie de la société grecque.

Les dynamiques contradictoires du mouvement

Les principales tendances du mouvement et les caractéristiques essentielles de sa nature qui sont décrites ci-dessus ont fourni le contexte à l'intérieur duquel toutes ses contradictions *internes* se sont développées progressivement. Il est nécessaire de comprendre le caractère *temporel* des dynamiques du mouvement et de ses contradictions. Et il est important d'insister encore une fois sur le fait que la première grève générale, celle du 15 juin, a constitué un tournant qui a accéléré le développement des contradictions, les a intensifiées, alors même que le nombre des manifestants sur les places était sur le déclin.

Même au départ, les divergences entre la partie « haute » et la partie « basse » de la place étaient évidentes. Comme nous l'avons dit, la partie « haute » était principalement composée d'éléments petit-bourgeois, qui se voyaient eux-mêmes en danger de disparaître (c'est-à-dire, de tomber dans la classe prolétaire) à cause d'augmentations massives des taxes, d'une inflation grimpanche et de directives telles que la fin de la protection pour certaines professions, cela dans le contexte de la récession en cours qui resserre le marché et les opportunités commerciales. Dans la « partie

basse », on pouvait voir un grand nombre d'étudiants, de travailleurs et de chômeurs qui étaient confrontés à des coupes budgétaires et à la privatisation/commercialisation des biens publics, entraînant une réduction supplémentaire de leurs revenus (qu'ils soient directs ou indirects) et un resserrement des opportunités d'emploi dans le secteur public. Dans les faits, ces manifestants de la « partie basse » prenaient part aux assemblées, alors que la plupart de ceux de la « partie haute » partaient à 21 heures, au moment où l'assemblée commençait.

Le conflit entre les intérêts de classes des manifestants était tempéré par le fait que le « Mémoire » signifiait une détérioration directe des conditions de vie pour les deux sections. Elles ont alors cohabité pour un temps sous le couvert du démocratism/nationalisme, ce qui explique l'étrange scène du 15 juin, où des anarchistes et des partisans d'extrême droite jetaient ensemble des pierres sur la police.

Cependant, l'entrée de la violence prolétarienne le 15 juin et la répression policière qui s'ensuivit remirent à l'avant-scène le caractère de classe du conflit. Cela entraîna une réduction graduelle de l'ampleur du mouvement et de ses éléments petit-bourgeois. Le sentiment qui régnait par rapport à la violence se mit à changer graduellement, et cela s'est manifesté dans la multiplication des voix qui se sont élevées contre les appels pacifistes de la bureaucratie de gauche qui ont eu lieu ensuite et dans le redoublement des affrontements pendant la grève générale de quarante-huit heures. Dans la « partie basse » de Syntagma, des groupes tels que « l'Assemblée des travailleurs et des chômeurs » ainsi que d'autres tendances allaient de plus en plus remettre en question la domination des nouveaux bureaucrates. L'attitude de tolérance envers les partisans de droite, d'extrême droite ou envers les fascistes fut alors remplacée par des attaques physiques ou verbales, une manifestation de 200 personnes le 27 juin qui criait des slogans antifascistes, et le tabassage de groupes fascistes pendant la manifestation du 28 juin. Après le 29 juin, le sentiment qui régnait était que tout le monde devait choisir son camp : « Avec nous ou avec la police ? » Même la confédération syndicale représentant les travailleurs du service public appela le 30 juin à une manifestation « contre la répression du mouvement des travailleurs » .

De quoi s'agissait-il ?

Le mouvement des « indignados » en Grèce fut un mouvement massif et interclassiste, et – bien que le développement temporel de ses dynamiques internes contradictoires ne doit pas être oublié – cela a défini sa véritable nature. Au contraire, les émeutes de décembre 2008 étaient le fait d'un mouvement minoritaire, avec en première ligne des lycéens, des jeunes précaires et des immigrants – c'est-à-dire, ceux par excellence qui n'ont pas d'avenir. Maintenant, le nombre important des manifestants est révélateur d'une profonde crise sociale qui touche de larges pans de la population, prolétaires ou pas. Le caractère massif, interclassiste du mouvement, explique le caractère protéiforme de la foule, sa nature contradictoire et conflictuelle.

Le discours démocratique du mouvement fut une réponse interclassiste à une crise politique/de représentation majeure, contre un État de plus en plus autoritaire. Ce discours démocratique est très lié à l'arrivée de la classe moyenne (principalement les jeunes, la future classe moyenne) et des petits-bourgeois dans la lutte de classe, mais cela ne peut qu'être temporaire du fait de l'intensité de la crise. C'est aussi ce qui s'est passé en Espagne et dans le monde arabe, à chaque fois modulé cependant par des particularités. Ce discours démocratique *n'est pas* toutefois le démocratisme radical des années 1990 et du début des années 2000, celui du mouvement antimondialisation. La différence est qu'il n'existe aucune perspective d'une autre société, d'un capitalisme à visage humain. Cela fait de ce discours démocratique une *simple forme*, à laquelle manque le contenu : une façon alternative de vivre et de se reproduire. On peut voir cela dans l'absence de remise en question des rôles sociaux, dans l'absence de revendications salariales, dans la condamnation simpliste et abstraite du capital financier et dans le fait que le « style de vie » des places ne puisse attirer ceux qui se trouvent en dehors de celles-ci. Le démocratisme radical est bien mort.

Le mouvement des « indignados » fut une lutte de prolétaires et de couches de la classe moyenne et de la bourgeoisie rapidement prolétarisées

dont la reproduction est bloquée, qui deviennent de plus en plus pauvres ; une lutte menée au niveau de la politique, c'est-à-dire en dehors de la production. Confrontés à la généralisation de l'absence d'avenir dans les développements de la crise actuelle, et à l'intensification des dynamiques de la restructuration, les manifestants ne peuvent pratiquement envisager aucune porte de sortie, aucune façon concrète de rendre leur vie différente, et c'est pour cela qu'ils mettent en avant une simple forme, la démocratie réelle, qui, quel que soit le degré auquel elle représente toutes leurs aspirations à une vie meilleure, demeure une forme vide. Vu de cette façon, ce mouvement peut apparaître comme l'envers de la médaille des émeutes de décembre 2008.

Le vote d'un nouveau refinancement et de nouvelles mesures d'austérité a fourni au mouvement une cible spécifique, une revendication, une raison de lutter. Cette cible s'est concrétisée dans le rapport entre les « indignados » et les grèves générales, et ces dernières ont placé le mouvement au niveau d'un conflit *social* entre la classe ouvrière et l'État. Cela provoqua un changement dans les dynamiques internes du mouvement, et, en même temps, désigna à quel moment il devait se terminer, définissant ce que les manifestants pourraient considérer comme une victoire ou une défaite. Finalement, le mouvement fut vaincu et, bien que des manifestations et des actions de petite envergure aient encore lieu, surtout du fait de militants, il semble que tout le monde attende les départs en vacances de l'été pour confirmer sa fin.

Ce qui est apparu de manière évidente dans le conflit autour des mesures d'austérité, c'est que la bourgeoisie n'avait plus de marge de manœuvre, et n'avait aucun désir de négocier. Comme le vice-Premier ministre Theodore Pangalos le dit le 27 juin, « sans lui [le plan d'austérité], le pays va être ruiné avant la mi-juin, et si cela a lieu, il est probable qu'on voie des tanks dans les rues d'Athènes pour protéger les banques ». Ce qui reste pour la gestion de la population, c'est la police, comme cela a été montré clairement le 29 juin, ou même l'armée. Ce qui est aussi apparu de manière évidente dans ce mouvement des « indignados », c'est que le passage de la république à une formalisation autoritaire d'une gestion répressive de la population aura tendance à prendre un *ton* « national

socialiste ». Cependant, il est clairement peu probable que l'on puisse voir l'émergence d'un État capitaliste grec « national socialiste », car le mode d'accumulation actuel en crise ne fournit aucune base pour cela : en effet, l'intégration matérielle nationaliste d'une partie de la classe ouvrière est inenvisageable, et de plus, il est devenu impossible de parler d'un capital grec autonome. Il est très risqué de faire des prévisions maintenant. On peut supposer que tout sera déterminé par le développement de la crise mondiale (les crises monétaires qui sont prévues) et par les moments de la lutte de classe à venir (le prochain objectif du gouvernement est une nouvelle réforme de l'éducation supérieure dont le but est de « moderniser » radicalement le système universitaire du pays. De plus, une discussion sur le caractère inadéquat du plan d'austérité qui vient d'être voté, ainsi que sur la possibilité d'un défaut de paiement de la dette, ou de sa restructuration, est déjà présente dans la presse quotidienne).

Rocamadur, juillet 2011

